



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 4 MARS 2017

[www.etudes-fiscales-internationales.com/](http://www.etudes-fiscales-internationales.com/)  
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

### **Secret, transparence et démocratie par J D Bredin**

#### **Revue Pouvoirs 2001**

La démocratie n'est-elle rien qu'une organisation politique dans laquelle les citoyens exercent la souveraineté ? Ne serait-elle pas aussi inspirée d'une certaine idée de l'homme ? Ne veut-elle pas un système de droit protecteur de chacun, de sa personnalité, de ses différences, de sa liberté, de sa dignité ? Et cette transparence, qui ressemble à l'eau pure, au soleil, à la lumière, aux belles vacances, à tout ce que nous croyons aimer, ne devrions-nous pas nous méfier d'elle, comme de la tyrannie de toutes ces vertus que prétendent porter, pour mieux accomplir leurs missions terribles, les religions, les nations et les doctrines

xx

Je suis la Transparence, dit-elle, la seule Vertu de ce temps et de ceux qui viendront.

Je prie la Discrétion, la Réserve, la Pudeur, le Respect, de vouloir bien se retirer car leur temps est passé.

..Je suis la Transparence, la nouvelle Trinité, je suis la Vérité, et l'Innocence, et la Beauté. Je ressemble à l'image

**..je suis la transparence , cette nouvelle vertu.**  
**(discours d'ouverture à l'académie française ..**

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

#### **Lettre EFI du 27 MARS 2017 (1).pdf**

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

TRACFIN : la PPE et le commerce de luxe.....	2
Echange automatique ! Déjà plus de 1300 accords activés.....	2
Sociétés mères Devoir de vigilance oui mais avec des sanctions claires (Conseil constitutionnel 23.03.2017 .....	3
Lanceurs d'alerte de l'UE - pratiques anticoncurrentielles - Anonymous Whistleblower Tool	
La City de Londres, capitale de l'argent sale ????	3
Déterminer le résultat d'un établissement stable ? Aff Stanford Institute (mise à jour).....	4
rediffusion .....	4
Donation cession non abusive CE 10/02/2017/.....	4
donation-prêt fictif (Cass 8/02/17) .....	4
Le principe de la territorialité de l'IS : une exception française ? par Bastien LIGNEREUX.	
Maître des requêtes au Conseil d'Etat .....	5
La proposition de suppression du prélèvement à la source par M Le Fur.....	5

### L'assiette des Prélèvement obligatoires en 2016 (INSEE)

Comptes nationaux des administrations publiques - premiers résultats (PIB) - année 2016

Le déficit public pour 2016 s'établit à -75,9 milliards d'euros, soit -3,4 % du produit intérieur brut (PIB) après -3,6 % en 2015. En part de PIB, les recettes passent de 53,1 % à 52,8 %. Le poids des dépenses dans le PIB baisse de 0,5 point (de 56,7 % à 56,2 %). Le taux de prélèvements obligatoires diminue de 0,1 point et s'établit à 44,3 % du PIB.

### L'emploi dans la fonction publique en 2015

Au 31 décembre 2015, 5,6 millions de salariés travaillent dans la fonction publique en France. Les effectifs sont quasiment stables par rapport à 2014 (+ 0,1 %) et ce dans les trois versants de la fonction publique. Avec la hausse du nombre de contrats aidés, l'évolution du volume de travail dans les fonctions publiques hospitalière et territoriale est plus dynamique que celle de leurs effectifs. Malgré la quasi-stabilité de l'emploi dans la fonction publique de l'État, l'évolution des effectifs est contrastée dans les différents ministères et les établissements publics.

	2014		2015		Évolution sur un an (%)	
	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés
<b>Effectif au 31 décembre en milliers<sup>1</sup></b>						
Fonction publique de l'État (FPE)	2 475,6	2 392,6	2 477,5	2 398,0	0,1	0,2
Fonction publique territoriale (FPT)	1 981,5	1 894,7	1 984,2	1 889,3	0,1	-0,3
Fonction publique hospitalière (FPH)	1 183,6	1 161,1	1 186,6	1 163,3	0,3	0,2
<b>Fonction publique (FPE + FPT + FPH)</b>	<b>5 640,7</b>	<b>5 448,3</b>	<b>5 648,3</b>	<b>5 450,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>

[Le taux marginal de prélèvement sur le travail en France \(Source INSEE\)](#)

[Les salaires et le coût de la main-d'œuvre en Europe](#)

### [TRACFIN : la Personne politiquement exposée et le commerce de luxe](#) **cliquez**

,[l'article 2 de l'ordonnance Valls](#) du 1<sup>er</sup> décembre 2016, modifiant l'ordonnance Fillon de janvier 2009 oblige les professionnels soumis à l'obligation de déclarations de soupçon de nombreuses infraction pénales – et non seulement de blanchiment comme nous le soutiennent certains de nos déontologues - à **une obligation de vigilance complémentaire** notamment sur les personnes politiquement exposées dont la définition a été étendue aux résidents

Par ailleurs cet article oblige les commerces de luxe à déclarer à tracfin les opérations faites par leurs clients, tous leurs clients, qui « seraient soupçonnables » de blanchiment de corruption

L objectif est notamment de lutter contre la corruption des PPE –personnes politiquement exposées – dont la définition a été élargie aux résidents alors que l'ordonnance Fillon ne visait que les non résidents

**[La nouvelle obligation des commerçants de luxe](#)**

**[Art. L. 561-2.§11 du CMF](#)**

**[La nouvelle définition des personnes politiquement exposées](#)**

**[article L561-10 du CMF](#)**

Ce texte implique donc le contrôle des PPE après leurs fonctions par exemple pour remerciements pour services rendus, ce qui était une pratique existante !!! et notamment la pratique du pantouflage (cf l'affaire Baroso) qui n'est pas remis en cause mais contrôlée par TRACFIN

[Lire la suite](#)

**[Echange automatique ! Déjà plus de 1300 accords activés](#)**  
**cliquez**

La loi n° 2015-1778 du 28 décembre 2015 a autorisé l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers ;

Le Décret n° 2016-1779 du 19 décembre 2016 a publié l'accord multilatéral L'échange automatique appliqué par la suisse

En décembre 2016, plus de 1300 relations d'échanges bilatéraux ont été activées à l'égard de plus de 50 juridictions engagées dans le Common Reporting Standard (CRS), les premières bourses devant avoir lieu en septembre 2017 [

L'OCDE a mis en ligne un service précisant pays par pays la mise en application de

[Automatic Exchange Portal](#).

Grace auquel vous pouvez vérifier l'application des accords

De plus amples informations sur le processus d'activation des relations d'échange bilatérales [Lire la suite](#)

**[Sociétés mères Devoir de vigilance oui mais avec des sanctions claires](#)**  
**[\(Conseil constitutionnel 23.03.2017](#)**  
**cliquez**

**[La clarté et d'intelligibilité de la norme est un objectif à valeur constitutionnelle](#)**

Loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordrest censurée

Compte tenu de l'imprécision des termes employés par le législateur pour définir les obligations qu'il créait, le Conseil constitutionnel n'a pu admettre la constitutionnalité des dispositions instituant une amende. Décision n° 2017-750 DC du 23 mars 2017 -

**[Conseil d'État, 6ème et 1ère sous-sections réunies, 29/10/2013, 360085](#)**

**[La clarté et d'intelligibilité de la norme est un objectif à valeur constitutionnelle](#)**

**[Le principe de clarté de la loi ou l'ambiguïté d'un idéal](#)**

**Alexandre FLÜCKIGER -Professeur à l'Université de Genève**  
**Cahiers du Conseil constitutionnel n° 21 - janvier 2007**

**[La qualité de la loi ; service des etudes juridique du sénat](#)**

**[Guide de la CEDH sur l'article 7 de la Convention – Pas de peine sans loi](#)**

**[Lanceurs d'alerte de l'UE - pratiques anticoncurrentielles](#)**  
**[- Anonymous Whistleblower Tool](#)**  
**cliquez**

La Commission européenne a mis en ligne une plateforme pour l'équivalent des lanceurs d'alerte au niveau européen, en matière de pratiques anticoncurrentielles :

Le français n'étant qu'une langue régionale, nos eurocrates n'ont diffusé le texte que dans la langue du brexit

**[Anonymous Whistleblower Tool](#)**

[Lire la suite](#)

**[La City de Londres, capitale de l'argent sale ????](#)**  
**cliquez**

Une enquête révèle l'existence d'une galaxie financière ayant permit le blanchiment d'au moins 22 milliards de dollars qui ont été siphonnés entre 2011 et 2014 à travers 70000 opérations bancaires réalisées dans 96 pays, grâce à la complicité d'officiels russes corrompus, mais aussi sur la base de décisions de justice véreuses en Moldavie, ont révélé lundi soir le journal russe [Novaïa Gazeta](#) et le

quotidien britannique [The Guardian](#).

Le schéma de la fraude repose sur un prêt fictif entre deux sociétés.

0

**Déterminer le résultat d'un établissement stable ?**  
**Aff Stanford Institute (mise à jour)**  
**rediffusion**

Une nouvelle fois, les conseillers du conseil d'état nous donnent un vrai cours de fiscalité internationale sur une question peu développée

Nous connaissons tous la différence fondamentale entre le résultat comptable et le résultat fiscal. La mise en application de ce principe est réalisable notamment dans le cadre de l'article 209 CGI qui définit le principe de la territorialité fiscale de l'impôt sur les sociétés. Le conseil d'état, sur les limpides conclusions de Mme Claire Legras, vient de nous donner un vrai cours de fiscalité sur ce délicat problème de la détermination du résultat fiscal d'un établissement stable et des règles de preuves applicables en la matière.

**Conseil d'État, 9ème et 10ème ssr 13/07/2011, 313440 Stanford research institute**  
**Conclusions de Mme Claire Legras, rapporteur public**

**Etablissement stable non déclaré et activité occulte.CAA NANCY pdf**  
**cliquez pour lire et imprimer**

**Le principe de territorialité de l'impôt sur les sociétés, rapport particulier n°4**  
**Par Bastien LIGNEREUX, maître des requêtes au Conseil d'Etat**

[Lire la suite](#)

**Donation cession non abusive CE 10/02/2017/**  
**donation-prêt fictif (Cass 8/02/17)**  
**cliquez**

Par deux décisions de grande portée pratique, le Conseil d'Etat et la cour de cassation se sont prononcés de manière différente sur des opérations de donation

[Conseil d'État 9ème - 10ème chambres réunies 10 février 2017 N° 387960](#)

[Cour de cassation, civile, Chambre commerciale, 8 février 2017, 15-21.366, Inédit](#)

[Lire la suite](#)

**Douanes Les sanctions fiscales en cas de MOD ( BOFIP du 8 mai 2017 §10)**  
**(MOD manquement aux obligations déclaratives)**

**Droit de communication des douanes /**  
**des limites par OPC du 27 janvier 2012 sur l'article 65 CD**

**Sur la présence (sic !!) de l'avocat durant une audition douanière**  
**Circulaire du 19 décembre 2014 accès à l'avocat dans le cadre de l'audition libre)**

**FRAUDE FISCALE : VERS DE NOUVELLES PRATIQUES PÉNALES ???**

**la partie du rapport sur la coopération fiscale internationale.PDF**

**Les résultats du contrôle fiscal 2007 à 2015 (source le bleu parlementaire)**

**Le principe de la territorialité de l'IS : une exception française ?  
par Bastien LIGNEREUX, Maître des requêtes au Conseil d'Etat**

Le principe de territorialité de l'impôt sur les sociétés, rapport particulier n°4

Par Bastien LIGNEREUX , maître des requêtes au Conseil d'Etat

le sommaire de ce rapport de 165 pages

La part de l'IS dans le PIB ( OCDE)

**La proposition de suppression du prélèvement à la source par M Le Fur**

**Comment plumer l'oiseau sans la faire cacarder (Colbert)**

**Brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015**

**·Précis de fiscalité DGFIP 2016  
, à jour au 01/09/16.**

**le bilan de la France au 31.12.15.PDF**

**Ocde les prélèvements obligatoires**